

Le pouvoir aux travailleurs

22 Février 2003

N° 96

Prix : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL:</u>	
- DISONS NON AUX DIRIGEANTS POLITIQUES ET MILITAIRES! ILS S'ACTIVENT VERS UNE GUERRE INTER-ETHNIQUE!	2 - 3
- LES GENS DU POUVOIR NE PRÉPARENT PAS "LA PAIX" MAIS LA GUERRE ... ETHNIQUE?	4 - 5
- MARCOUSSIS : NE NOUS TROMPONS PAS DE COMBAT	5 - 6
- LES TRAVAILLEURS N'ONT RIEN À ATTENDRE DU FUTUR GOUVERNEMENT	6 - 8
- CEUX QUI PRÉTENDENT COMBATTRE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS EN FAISANT APPEL A L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN, NE COMBATTENT NI L'UN, NI L'AUTRE, ILS LES SERVENT!	8
- LES MANIFESTATIONS APRES MARCOUSSIS	9
- LES EVÊQUES DE COTE D'IVOIRE EN CONCLAVE	9
- LES CENTRALES SYNDICALES CANALISENT LA COLÈRE DES TRAVAILLEURS DERRIÈRE LES INTÉRÊTS BOURGEOIS	10
- VIVE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS DE ROSIERS	11
- MASSACRE DANS LA RÉGION DE TABOU	12
- TÉMOIGNAGE D'UN MASSACRE A ABOBO	12
- UN PRÉSIDENT CRIMINEL PARLE D'UN AUTRE!	13
- AKWABA A RACKET LAND	13 - 14
- CONTRE L'INTERVENTION IMPÉRIALISTE EN IRAK	15

**DISONS NON AUX DIRIGEANTS POLITIQUES ET MILITAIRES!
ILS S'ACTIVENT VERS UNE GUERRE INTER-ETHNIQUE!**

Il est clair dès le début de cette guerre que si les travailleurs ne prennent garde, elle peut déboucher sur une guerre fratricide opposant les ethnies du Nord à celles du Sud, avec pour principales victimes les travailleurs et les populations pauvres de ce pays de toutes origines et de toutes ethnies. La situation est aujourd'hui tellement alarmante que chacun peut imaginer la catastrophe qui s'annonce déjà à l'horizon.

Comment ne pas en arriver-là quand on sait que celui qui a commencé à semer la haine avec son immondice d'"ivoirité", non seulement parade en toute liberté mais clame ouvertement sa fierté d'avoir été à l'origine de ce poison qui mine le pays aujourd'hui? Bedié, sort même, pour l'instant, renforcé de cette tragédie qui fait chaque jour son lot d'assassinats, de barbaries en tous genres.

Comment ne pas en arriver là, quand le pouvoir actuel, lui-même, reprend à son compte ce même poison qu'est "l'ivoirité"? Et tous ces "patriotes" qui s'en revendiquent, tous ces proches de Gbagbo qui se gargarisent aujourd'hui de discours haineux, avec un caractère chaque jour plus ethniste.

Comment ne pas en arriver là, quand la gendarmerie, la police, les corps habillés en général, sont présentés comme des "héros" à chaque fois qu'ils abattent, qu'ils assassinent, qu'ils terrorisent des Dioulas ou des Burkinabé, dont le seul crime est de refuser de se soumettre au racket quotidien dont ils font l'objet et de défendre leur dignité?

Comment ne pas en arriver-là, quand la presse d'Etat et toutes celles proches du pouvoir et du PDCI font la promotion ouverte de tous les propos à vomir la haine?

Aujourd'hui, les chiffres pour comptabiliser la barbarie sont là! Plus de 130 morts à Agboville, il y a de cela quelques jours! Plusieurs dizaines de Burkinabé massacrés en ce moment même par les Kroumens dans la région

de Tabou! Le 19 février, c'est un "imam" qui a été abattu en pleine rue, dans un quartier d'Abobo! Combien de victimes y a-t-il eu à Anyama, le jour suivant où, là encore, les forces de l'ordre ont massacré, blessé et terrorisé des innocents? Notons que 24 heures après cette opération de terreur à Anyama, la radio nationale ivoirienne n'a encore soufflé mot! Et, bien entendu, aucune information n'est donnée, non plus, sur les horreurs qui se déroulent en ce moment même dans la région de Tabou!

Voilà le bilan, après 5 mois de surenchère ethniste et xénophobe! Cette tournure prise par les événements était-elle inscrite par avance? Bien sûr que non! Pas plus que cette guerre elle-même.

Mais pour éviter ces catastrophes, on ne peut compter sur les criminels qui dirigent ce pays ou qui l'ont dirigé hier: qu'ils s'appellent Gbagbo, Bédié, Ouattara ou leurs semblables. Pas plus que les travailleurs ne peuvent compter sur les pays impérialistes pour régler les problèmes ou éviter la catastrophe ethniste. Si les premiers cités sont des criminels, les bourgeois des pays impérialistes, eux, ont les mains qui dégoulinent de sang depuis bien plus longtemps. Le seul intérêt qui guide les puissances impérialistes, c'est le pillage des richesses. Et ce pillage ne date pas d'hier! Quant aux horreurs, ils en connaissent un plus grand rayon que leurs larbins que sont les Gbagbo, Bédié ou Ouattara! Il n'y a qu'à voir les massacres qu'ils sont encore en train de préparer en Irak! Ce sont eux les maîtres qui sont tapés derrière nos dirigeants.

La pauvreté et la misère dans lesquelles la bourgeoisie impérialiste et la bourgeoisie locale bien de chez nous maintiennent la grande majorité des populations de ce pays sont les premières causes de la guerre dans ce pays. Les mêmes causes seront aussi à l'origine de la catastrophe ethniste qui s'annonce dangereusement à nos portes.

Pour la classe ouvrière, pour tous ceux qui ont conscience des événements que nous vivons actuellement, il n'est pas trop tard de crier haut et fort son indignation face à la barbarie qui s'opère sous nos yeux; d'oeuvrer pour faire en sorte que la classe ouvrière reste unie et ne soit divisée encore plus et ne prenne le chemin de la guerre inter ethnique dont elle sera de surcroît la première victime!

**LES GENS DU POUVOIR NE PRÉPARENT PAS "LA PAIX"
MAIS LA GUERRE ... ETHNIQUE?**

Tout en cherchant à négocier avec les rebelles sur une plate-forme d'accords, le pouvoir s'emploie parallèlement à se renforcer en hommes et en armes.

"Si la France nous oblige à accepter les accords de Marcoussis, nous les femmes, nous prendrons les armes...". Ce sont-là les propos tenus, par exemple, par une ancienne ministre et militante du PIT, devant l'ambassade de France le 03 février. Simone Gbagbo, elle-même, ne dit pas autre chose, puisqu'elle a été claire s'agissant de la participation éventuelle des rebelles dans le gouvernement, *"moi je dis jamais"*, avait-elle proféré en ajoutant que *"les Ivoiriens n'ont pas peur de la guerre!"* Elle veut *"bouter les assaillants hors de la Côte d'Ivoire"*. Le discours est le même du côté des députés FPI. Quant aux jeunes chiens enragés de Gbagbo, ils se sont aussi exprimés et ont manifesté leur opposition à toute négociation avec les rebelles du MPCl qu'ils mettent dans le même sac que le RDR.

Ainsi, tous ces partisans de Gbagbo tentent de faire monter les enchères. Leur dernière trouvaille en date c'est d'exiger des rebelles de se *"repentir"* pour *"obtenir le pardon du peuple"* avant toute autre démarche dans le sens de la *"réconciliation"*.

Ce sont tous ces va-t-en-guerre que Gbagbo a successivement reçu et qualifié de *"héros de la Côte d'Ivoire Nouvelle"*; les encourageant ainsi à continuer à montrer leur hostilité aux

forces politiques et militaires qui ont de fait pour base principale les ethnies du Nord. D'ailleurs, même dans le fameux discours de Gbagbo que tout le monde attendait, après la rencontre de Linas-Marcoussis, quand celui-ci parlait du *"peuple de Côte d'Ivoire"* ou des *"ivoiriens"*, il excluait, sans le dire, toutes les ethnies apparentées aux *"Dioulas"*, sous une formulation voilée, mais qui transparaisait clairement tout le long de son discours. Finalement, quant au contenu de son discours, on a vu que Gbagbo a, lui aussi, monté les enchères face aux rebelles, en remettant en cause les accords signés à Linas-Marcoussis, tout en mettant les formes dans ses propos.

Pourquoi, alors, cette nouvelle surenchère, puisque le pouvoir n'avait pas les ressorts nécessaires pour faire autre chose que négocier sur la base des rapports de force en présence sur le terrain? N'est-ce pas Gbagbo lui-même qui disait qu'il était condamné à négocier justement parce qu'il n'avait pas gagné la guerre?

On peut alors se demander si c'est une simple surenchère verbale de Gbagbo pour satisfaire ses partisans ou s'il ne cherche pas à gagner du temps pour reprendre l'offensive en passant outre le règlement du conflit tel qu'il a été défini par la France à Marcoussis.

En effet, durant toute cette période de trêve, le pouvoir a continué à augmenter sa capacité aussi bien en armement qu'en hommes prêts à partir en guerre. Il en est ainsi des 3.000

jeunes militaires nouvellement formés; des 500 gendarmes qui viennent de sortir de leur école après une formation de 74 jours et des 120 nouveaux officiers de la police qui viennent de recevoir leurs insignes. En plus de cette force armée officielle, les bruits circulent dans les quartiers populaires que le FPI cherche en ce moment même à recruter 20.000 jeunes issus des milieux FPI. Tout cela incite à penser que le pouvoir s'apprête à augmenter ses forces de combat, pas seulement sur la base militaire mais aussi sur des bases ethniques en y impliquant les populations civiles. Alors, on comprend peut-être mieux les propos de Simone Gbagbo lorsqu'elle avertissait que *"les Ivoiriens n'ont pas peur de la guerre"*.

Parallèlement à toute cette mobilisation qui se prépare, on peut remarquer depuis quelques jours, un déploiement de plus en plus visible des forces armées dans les quartiers Dioulas.

Alors, on peut raisonnablement penser que Gbagbo et ses partisans se préparent à reprendre la guerre. Il n'est donc pas dit que même si le pouvoir trouvait un accord avec les rebelles pour la formation d'un nouveau gouvernement avec Seydou Diarra comme Premier ministre, et qu'ils acceptent des portes-feuilles autres que ceux qui leur avaient été promis, ce n'est pas pour autant que les choses iraient automatiquement sur la voie de la

résolution de la crise.

Aujourd'hui, il est clair que les gens du pouvoir cherchent à faire régner un climat de terreur contre les burkinabé et les Dioulas, même ici dans la région d'Abidjan. Il y a eu les massacres de plus de 130 personnes à Agboville entre le 27 et le 29 janvier. Ces massacres, il faut le rappeler, sont plus l'oeuvre des forces armées loyalistes, que des populations Abbey. Si à Agboville, les forces armées ont trouvé un prétexte pour massacrer et terroriser des populations, cette fois-ci, le 20 février dernier, à Anyama, elles ne se sont même pas encombrées d'un prétexte quelconque pour intervenir. Anyama est une ville connue pour sa forte population d'origine nordique. Là aussi, il y a eu des morts et des populations terrorisées.

Parallèlement, le pouvoir FPI fait circuler le bruit que les rebelles se préparent à attaquer la ville d'Abidjan. Le journal *"Notre Voie"* du 21 février titre: *"attaque de la ville d'Abidjan"*. Dans cet article il y a des détails à profusion destinés à faire croire à une attaque rebelle imminente sur la ville d'Abidjan à partir des régions du Nord.

La tension entre communautés est aujourd'hui au point où il suffirait d'une petite étincelle pour faire basculer les quartiers populaires dans la barbarie d'un conflit ethnique. Les gens du pouvoir en porteraient toute la responsabilité!

MARCOUSSIS : NE NOUS TROMPONS PAS DE COMBAT

Les dirigeants politiques ivoiriens et les mouvements rebelles se sont retrouvés du 15 au 23 janvier en France,

pour discuter de la situation de crise que vit le pays depuis plus de 4 mois, afin de trouver une issue politique. L'annonce

des résultats de ces concertations a entraîné de violentes manifestations à travers certains endroits du sud du pays. Si à Abidjan les manifestations se sont limitées à des casses et des pillages, dans des endroits comme Agboville et Divo, elles se sont soldées par des affrontements ethniques causant la mort de plusieurs dizaines de personnes.

De tels événements devaient mettre nos lanternes d'alarme au rouge, car nous voguons au bord d'affrontements inter-ethniques pouvant basculer dans l'épuration ethnique comme au Liberia voisin ou au Rwanda. Les causes qui ont conduit ces pays dans la barbarie sont aussi réunies en Cote d'Ivoire. La lutte pour le pouvoir, masquée derrière la propagande ethnique et xénophobe, voilà ce qui entraîne le pays dans le chaos.

Depuis dix ans, les héritiers d'Houphouët n'ont trouvé mieux pour s'affronter que de plonger le pays dans une campagne ethniste et xénophobe. Par médias interposés, ils ont pris leurs régions et leur ethnie en otage, y semant la haine et la division. A coups de démagogie, de mensonge, de bombes lacrymogènes et de fusil, chaque clique cherche à accéder au pouvoir ou à y rester par tous les moyens. Aujourd'hui le résultat est là! Le pays est divisé en deux, voire quatre et des bandes armées y sèment la terreur.

Les masses laborieuses ne

doivent pas se tromper. Ce combat n'est pas le leur. C'est une lutte entre bandes rivales pour contrôler le pouvoir. Les discussions de Marcoussis l'ont bien montré. Pendant ces 9 jours aucun des antagonistes n'a soulevé la situation pénible que vivent quotidiennement les travailleurs des usines, des chantiers et des petits paysans. Chacun s'est seulement assuré qu'il obtiendra les meilleurs ministères ou que des dispositions soient prises pour assurer sa candidature aux futures élections. Pour les travailleurs qui ont des illusions sur les uns ou les autres, ils doivent comprendre que la victoire ou la défaite des uns ou des autres n'améliorera pas leur situation. Il suffit, pour s'en convaincre, de regarder au Liberia ou au Rwanda et de se demander qui y a été victorieux? Une chose est sûre, les masses pauvres ont payé le prix fort de part et d'autre. Elles ont été les victimes de cette guerre et continuent d'en faire les frais aujourd'hui. C'est elles qui sont menacées de chômage technique, de licenciement, de famine et de génocide.

Aujourd'hui en Cote d'Ivoire, il est suicidaire pour les classes laborieuses de donner échos à la haine et à la division que des politiciens assoiffés de pouvoir ont semé en leur sein depuis plus de dix ans. Seule l'union peut leur permettre d'être forte et de sortir avec le minimum de dégât dans cette boucherie dans laquelle les politiciens de la bourgeoisie veulent les entraîner.

**LES TRAVAILLEURS N'ONT RIEN À ATTENDRE
DU FUTUR GOUVERNEMENT**

Une brochette importante de chefs d'Etats africains a été réunie à Paris lors du 22ème sommet France-Afrique.

Gbagbo a choisi de bouder la réunion malgré l'insistance de Chirac. Seul Seydou Diarra, Premier ministre du

gouvernement de réconciliation nationale a fait le déplacement. Il veut profiter du passage à Paris de la délégation du MPCl conduite par Guillaume Soro pour poursuivre ses tractations concernant la mise en place du gouvernement qu'il a du mal à constituer. Apparemment les partisans de Gbagbo et les ténors de son armée ne lui laissent pas de marge de manoeuvre. Ils refusent de céder aux rebelles les postes de ministre de la défense et celui de l'intérieur.

De son côté le MPCl estime que ces postes lui reviennent suite aux accords conclus à Marcoussis et aux engagements pris à Paris en janvier par Gbagbo lui-même en présence des chefs d'Etat de la CEDEAO réunis pour la circonstance avenue Kléber.

Réussiront-ils à se mettre d'accord sur des noms de personnalités jugées plus "neutres" c'est-à-dire moins impliquées et dont l'autorité serait reconnue par toutes les parties en conflit? Parmi ces forces il y a celles qui siègent à Abidjan mais il y a aussi le MPIGO et le MJP, formations armées plus ou moins associées au MPCl. Il est trop tôt pour le savoir. Chirac semble manifester un peu d'agacement à l'encontre de son allié turbulent Gbagbo qui n'a pas été aussi docile qu'il l'aurait souhaité. Simone Gbagbo et ses fidèles "patriotes" encadrés par les proches du couple présidentiel ont tenu durant plusieurs jours à Abidjan des manifestations pour contester les accords de Marcoussis.

Le centre culturel français et deux écoles françaises ont fait les frais de la vague de contestation. Le parrainage des accords par Paris l'ont désigné comme "complice des rebelles". Plusieurs rassemblements ont été organisés par

les "patriotes" les plus résolus devant l'ambassade américaine. C'est ainsi que Blé Goudé épaulé par ses alliés "sorbonnards" tous brandissant des drapeaux américains, a appelé (en anglais) George Bush à l'aide contre l'arbitrage de Chirac jugé trop favorable aux rebelles. C'étaient d'ailleurs les mêmes qui quelques mois plus tôt sollicitaient l'intervention française contre les rebelles au nom des "accords de coopération" sensés lier les deux pays en cas d'attaque extérieure.

Durant la journée une partie du Plateau et certains quartiers périphériques étaient devenus le théâtre de la mobilisation dirigée par les partisans les plus résolus du régime. Durant la nuit ce sont les hommes en treillis et en véhicules 4x4 qui prenaient le relais. Les tristement célèbres "escadrons de la mort" maîtres de la capitale durant les heures de couvre-feu semaient la terreur en toute impunité. Rapt, assassinats, tortures et rackets ont été depuis bien longtemps (et ça continue) le lot quotidien dans les quartiers populaires. Le meurtre du comédien Camara H, cadre connu du RDR, n'est qu'un parmi les multiples agissements de ces commandos de triste renommée.

Chirac fait mine de découvrir maintenant ce qui se passe depuis des mois sous le nez et la barbe des militaires français présents sur le terrain. Les dirigeants français se sont toujours accommodés des moeurs pourtant condamnables des dictatures africaines pour peu que celles-ci consentent à leur rester fidèles. Chirac dont les relations actuelles avec le régime ivoirien traversent une zone de turbulence fait mine de s'offusquer de certaines pratiques. Il a déclaré que "les auteurs (des exactions) auront à craindre d'être

jugés par la cour pénale internationale". Le président français n'est pas devenu subitement un vertueux partisan des droits de l'homme. Il espère simplement faire un peu de pression ne serait-ce que verbale, pour ramener son ami Gbagbo à tempérer quelque peu son attitude à l'égard de la puissance tutélaire et des orientations que les dirigeants français voudraient qu'il applique.

Après cinq mois d'une crise jugée "*sans solution militaire*", Chirac aimerait bien pouvoir infléchir la position intransigeante de Gbagbo à l'égard des forces qui contrôlent la moitié du territoire ivoirien. La situation actuelle n'est pas forcément la plus favorable aux multinationales en majorité françaises qui opèrent sur le terrain. Leurs activités économiques commerciales ou agricoles ne fonctionnent qu'au ralenti quand elles

ne sont pas paralysées. Des centaines de PME aux mains de ressortissants d'origine française déclarent en souffrir, sans compter les entreprises situées dans les zones contrôlées par les rebelles.

Ce sont ces raisons qui donnent du souci aux dirigeants français, qui les poussent à trouver une issue à la crise actuelle. La situation catastrophique dans laquelle les grandes sociétés ont plongé des milliers de travailleurs en leur imposant le chômage et des conditions aggravées pour ceux qui restent, n'entre pas en ligne de compte dans les manoeuvres en cours. Celles-ci ont pour unique objectif de mettre sur pied un gouvernement de coalition soucieux avant tout de préserver les intérêts des grandes puissances dans le pays et la région.

**CEUX QUI PRÉTENDENT COMBATTRE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS
EN FAISANT APPEL A L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN,
NE COMBATTENT NI L'UN, NI L'AUTRE, ILS LES SERVENT!**

Du 15 au 26 janvier 2002, des accords sensés apporter la paix en Côte d'Ivoire ont été signés à Paris. Ces accords ont été rejetés par "*l'alliance des jeunes patriotes*". Ils ont organisé un meeting devant l'ambassade des Etats-Unis, le 29 janvier dernier. Les organisateurs de ce meeting ont remis à l'ambassade américaine, une motion

population pauvre. En ce moment même, l'impérialisme américain se prépare à bombarder à nouveau l'Irak. Ils ne se sont même pas gêné pour dire dès maintenant que ce bombardement fera 500.000 morts parmi la population irakienne! C'est dire que dans l'art de massacrer les populations, l'impérialisme américain n'a rien à

pour demander l'aide de l'impérialisme américain.

Celui-là même qui n'avait pas hésité à bombarder l'Irak en 1990 faisant des milliers de morts. Non satisfait, l'impérialisme américain a malgré tout, imposé un embargo à Irak qui a fait un million de victimes dans la

envier à l'impérialisme français!

Alors quand les Blé Goudé et autres demandent l'aide de Bush en prétendant s'opposer à la politique de Chirac cela ne veut pas dire qu'ils s'opposent à l'impérialisme mais voudraient, au contraire, en être les serviteurs.

LES MANIFESTATIONS APRES MARCOUSSIS

Le jour de la signature des accords de Marcoussis et de Kléber; Soro Guillaume s'est vanté de ce que les rebelles avaient obtenu les ministères de la Défense et de l'Intérieur. Le soir même, des jeunes sont descendus nombreux dans quartiers d'Abidjan, pour montrer leur colère. Cette manifestation avait l'assentiment des forces armées, puisqu'elle s'est tenue en dépit du couvre-feu. Ils ont pillé des magasins et se sont attaqués à des édifices français tels que le Centre Culturel et des écoles.

Si la presse s'est beaucoup appesanti sur les quelques magasins de luxe ou des sociétés de téléphonie mobile pillés, elle n'a pas dit mot sur les pillages subis dans les quartiers populaires. De nombreuses petites gens ont tout perdu. Elles ont vu leurs petits étals, leurs petites boutiques pillées et

détruites. C'était notamment le cas à Yopougon et à Port-Bouët, particulièrement sinistrés de ce point de vue.

Le 1^{er} février, une grande manifestation avait rassemblé de dizaines de milliers de manifestants. En effet, c'était une manifestation imposante par le nombre de manifestants. Que disaient-ils? On pouvait lire sur les pancartes: "*des raccourcis terroristes à Marcoussis*", "*Chirac, le N°1 des coups bas*" et des propos contre la politique française ont été tenus.

Alors, pour autant, pouvait-on parler d'une manifestation anti-impérialiste? Pas du tout! Puisque sur certaines pancartes, on pouvait lire: "*au revoir la France, bienvenue, les Etats-Unis*". Ils préfèrent Bush à Chirac? Autant choisir entre la peste et le choléra!

LES EVÊQUES DE COTE D'IVOIRE EN CONCLAVE

Les évêques de Côte d'Ivoire se sont concertés le 18 janvier dernier pour se prononcer sur la crise qui ronge le pays. Il ressort de ce conclave que "*la Côte d'Ivoire souffre du mensonge et de l'impunité*". En gros pour ces hommes d'église, ce dont souffre la Côte d'Ivoire est un problème de moral et d'éthique!

Le problème, il est bien ailleurs. La "*malhonnêteté*", le "*mensonge*", "*l'impunité*", à vrai dire, ne rentrent même pas en ligne de compte dans les événements actuels. Les guerres civiles, les conflits armés, les coups d'Etat ne sortent pas du cœur d'individus "*méchants*", mais sont le résultat du fait

que les bourgeois, avec leur système capitaliste, maintiennent les populations dans la misère et la pauvreté. De plus, l'enrichissement dans nos pays étant lié à la gestion du pouvoir d'Etat, c'est donc pour cela que des bandes de politiciens rivalisent pour y accéder. Et dans cette lutte qui les oppose, tous les moyens sont bons, qu'il s'agisse de voter des lois liberticides, ou de commettre des crimes politiques. Ils ne reculent même pas devant des affrontements armés!

C'est ça la triste vérité! Et ce ne sont pas des religieux, engraisés par le capitalisme qui dénonceront ce qui les nourrit.

LES CENTRALES SYNDICALES CANALISENT LA COLÈRE DES TRAVAILLEURS DERRIÈRE LES INTÉRÊTS BOURGEOIS

Depuis le début de la guerre, les dirigeants des centrales syndicales et surtout de Dignité proche du pouvoir en place, ne manquent aucune occasion pour convier les travailleurs à des manifestations de soutien au gouvernement. La dernière en date est celle du 5 février dernier pour, disaient-ils, dénoncer et s'opposer à l'application des accords de Marcoussis.

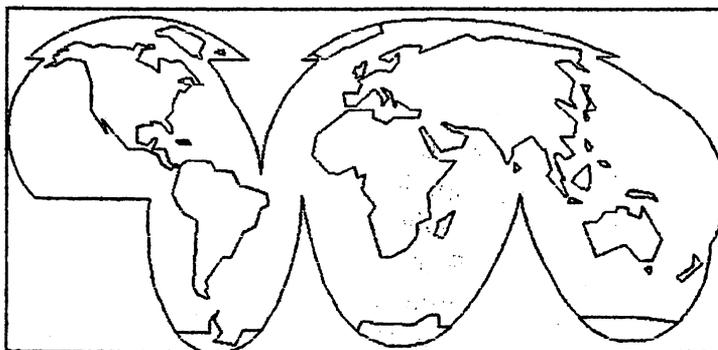
Pendant ces manifestations, ces centrales syndicales, qui sont sensées défendre les intérêts des travailleurs quelle que soit leur origine, tiennent des propos diviseurs. Elles regroupent les travailleurs en deux catégories distinctes, ceux d'origine ivoirienne d'un côté, et de l'autre, ceux qui, selon eux, sont venus "*arracher le pain des ivoiriens*". Quelques jours plus tard, le 19 février, lors d'une conférence, Mahan Gahé, le dirigeant de cette Centrale, a traité les travailleurs Burkinabé de "*bétail électoral*" pour, disait-il, avoir voté contre Gbagbo, sous le règne d'Houphouët. Il entoure son ethnisme d'une phraséologie qui se veut

anti-impérialiste. Mais ethnisme et anti-impérialisme sont irréconciliables. Les classes laborieuses n'ont une chance de s'opposer si peu que ce soit à l'impérialisme et à ses serviteurs locaux qu'en restant unis autour d'une politique de classe, pas en s'opposant les uns aux autres.

Aujourd'hui, avec la tension qui prévaut dans le pays, ces discours diviseurs ne participent qu'à la fragilisation des liens entre les travailleurs de différents horizons. Si pour le moment, ces discours criminels ne se sont pas encore traduits en actes, il est à craindre qu'ils débouchent demain sur des affrontements sanglants entre les travailleurs comme ceux déjà enregistrés à Agboville ou à Divo.

Mais en plus de la fragilisation des liens, c'est une trahison totale faite à la classe ouvrière. Avec de tels propos, on fait passer sous silence, l'exploitation de la classe ouvrière et surtout l'exploitation faite par la bourgeoisie nationale.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

VIVE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS DE ROSIERS

Le 5 février passé, les travailleurs de cette entreprise ont manifesté bruyamment devant les locaux de leur direction située à Marcory rue Pierre et Marie Curie. Cette manifestation était organisée pour revendiquer le paiement de leurs droits puisqu'ils ont été licenciés.

En effet, c'est depuis le premier août dernier que "Les Rosiers", une entreprise de construction et de promotion immobilière s'est débarrassée de ses 400 travailleurs après leur avoir imposé plus d'un an de chômage technique. Cette manifestation était la énième depuis leur renvoi, pour réclamer leur dû.

C'est d'ailleurs au cours de l'une des manifestations au mois de décembre dernier que 68 d'entre eux avaient été incarcérés injustement durant deux jours et 15 autres pendant une semaine.

La manifestation du 5 février dernier regroupant une centaine de personnes venues de plusieurs entreprises, entre autres Rosiers, Sibagec, Sedem-ci, répondait à un défi à relever. Les travailleurs montraient ainsi à la direction que malgré la répression, malgré les intimidations et ses propos mensongers, ils ne sont pas découragés, au contraire ils sont plutôt déterminés à se battre. D'ailleurs les pancartes et autres banderoles qu'ils arboraient, montraient le degré de leur

colère. Ils relevaient aussi le défi de leur dignité bafouée pendant leur incarcération. Enfin, ils démontraient aux yeux des patrons ainsi qu'à leurs bourreaux de policiers que seule la lutte est la voie payante pour les travailleurs. D'ailleurs ils l'ont tellement compris que ce jour, ils ont surmonté tous ces obstacles pour aller à ce rassemblement. Obstacles financiers car ils sont réduits au chômage depuis plus d'un an, mais en plus ce jour là tombait mal puisqu'il coïncidait avec une marche syndicale pro-gouvernementale contre les accords de Marcoussis.

Malgré le refus de la direction de s'exécuter, les travailleurs ont marqué une victoire morale qui leur permet aujourd'hui de garder la tête haute. Ils ont marqué aussi la victoire de l'union entre les travailleurs malgré les propos xénophobes et tribaux qu'on entend par-ci, par-là. Car au cours de cette mobilisation, nous avons vu côte à côte les travailleurs Bété, Baoulé, Burkinabé, Togolais, Guéré, Dioula, etc. Ces travailleurs ont montré qu'ils ont bien compris que leur ennemi, c'est toute la classe bourgeoise quelle que soit l'origine de l'exploiteur.

Réussiront-ils à obtenir gain de cause malgré le climat peu favorable? Aucune lutte n'est gagnée d'avance. Quels que soient les résultats finaux, les travailleurs doivent être fiers d'avoir fait preuve de courage dans leur combat. L'honneur et la dignité étaient de leur côté.

L E U R S O C I E T E

MASSACRE DANS LA RÉGION DE TABOU

"Ma soeur, si je te dis qu'à Tabou on ne tue pas, c'est que j'ai menti". Telle est le début du récit d'une dame venue de cette région. "La vérité-là, on tue même! Les burkinabé qui sont dans les plantations là-bas fuient tous pour venir se regrouper à Grabo. C'est là-là même qu'on les tue. La nuit, les kroumens viennent enlever les hommes pour aller les tuer. Quand tu vois les femmes et leurs enfants qui ont perdu leurs maris, ils font pitié. Ceux qui veulent rentrer chez eux doivent trouver un kroumen

qui accepte de les conduire jusqu'à San-Pédro moyennant 15.000 francs par personne, à cause des nombreux barrages tout le long de la route dressés par les kroumens. Une fois à San-Pédro, ils doivent payer 75.000 francs par tête aux corps habillés, qui vont les escorter jusqu'à Grand-Lahou. Une fois à Grand-Lahou, ils payent encore 10.000 francs aux militaires qui les escortent jusqu'à la frontière. Voilà le calvaire que vivent nos frères burkinabé dans ce pays."

TÉMOIGNAGE D'UN MASSACRE A ABOBO

Avec la guerre actuelle, les "forces de l'ordre" ont carte blanche pour faire ouvertement tout ce qu'elles veulent. Et malheureusement, elles font sans scrupule. Conséquence, les morts se comptent par dizaines. Quant aux exactions, c'est devenue monnaie courante.

Le 12 février, on a encore retrouvé au petit matin le corps d'un jeune menuisier au quartier Anador. Il avait les bras fracturés; une cuisse complètement broyée et des plaies partout sur le corps. Il a été battu sauvagement avant d'être achevé. Ou peut-être avait-il été simplement battu à mort.

UN CRIME DE PLUS!

Le 2 février dernier, le corps criblé de balles de l'artiste comédien Camara H. a été retrouvé à Adjamé. Pour mémoire, Camara H. était membre du bureau politique du RDR. Cet énième crime attribué à "l'Escadron de la mort", a déclenché la colère des jeunes d'Adjamé et d'Abobo. Ils ont aussitôt dressé des barricades faites de bric et de broc et brûlé des pneus. Ils ont

aussi incendié deux bus.

Le prétexte était tout trouvé pour que les forces armées du gouvernement se lancent à travers les quartiers à la chasse aux Dioulas. Ce ratissage a fait au moins un mort et de nombreux blessés. En plus de tous ces crimes impunis qui se succèdent, le pouvoir fait régner un climat de terreur!

L E U R S O C I E T E

UN PRÉSIDENT CRIMINEL PARLE D'UN AUTRE!

Blaise Compaoré, le président du Burkina Faso, lors d'une interview, disait de son homologue ivoirien Gbagbo: "*il finira comme Milosevic c'est-à-dire devant le tribunal pénal international*". Oui, Gbagbo a les mains pleines de sang! On se rappelle, lors de son arrivée à la tête de la Côte d'Ivoire, du charnier de Yopougon; des nombreux morts d'octobre 2000; et depuis lors, de nombreuses exactions et crimes commis sur les Dioulas et les étrangers. Il y a aussi "*l'escadron de la mort*" qui assassine en toute impunité.

Même si Gbagbo ne contrôle peut-être pas les "*escadrons de la mort*", même s'il ne participe pas lui-

même directement aux meurtres, massacres et autres charniers, sa responsabilité est engagée parce qu'il les a couverts politiquement en se taisant sur tous ces crimes!

Cependant, ce que Compaoré a omis de dire, c'est que Gbagbo devrait comparaître devant le TPI en même temps que lui. Car il traîne lui aussi derrière lui, une longue liste de meurtres, des crimes jusque là impunis. C'est d'ailleurs grâce à une dictature féroce qu'il se maintient au pouvoir.

Oui, Gbagbo est un criminel et Compaoré l'est aussi!

AKWABA A RACKET LAND

Un article paru le 19 janvier dans un quotidien de la place décrit le racket qui sévit sur l'axe Elubo, village frontalier du Ghana, et Abidjan. Nos "*vallants*" policiers, gendarmes et autres douaniers s'engraissent sur le dos des voyageurs et des convoyeurs de bœufs et de marchandises.

La guerre qui a fermé les frontières du nord est une aubaine pour eux. Les convois de bétail en provenance du Mali, du Burkina Faso et du Niger transitent maintenant par le Ghana avant de parvenir à Abidjan. Les convoyeurs de bœufs, une fois à Noé, premier village ivoirien, doivent

s'acquitter des frais officiels. Ils payent 1.000 Francs par tête de bétail pour le dédouanement et aussi la même somme pour les "*frais de vétérinaire*". Après s'être ainsi acquittés des frais officiels, commence alors pour eux un chemin de croix. Ils sont délestés de 20.000 Fr à 50.000 Fr à chaque barrage par camion de bœufs. En fin de compte pour chaque cargo de bœufs, il faut payer entre 200.000F à 250.000F aux "*barragistes*" de Noé à Abidjan.

Les supérieurs hiérarchiques ne voulant surtout pas laisser passer une telle aubaine ont décidé de couper l'herbe sous les pieds de leurs

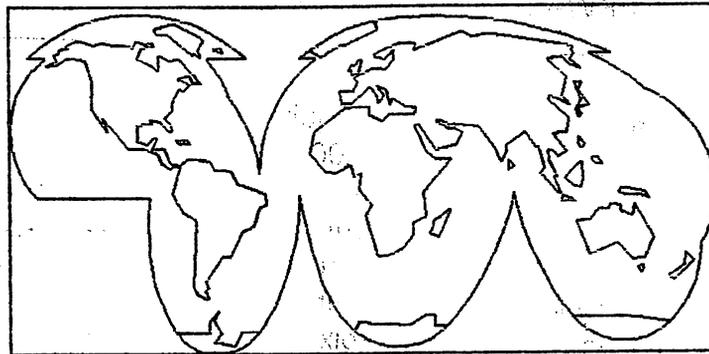
L E U R S O C I E T E

subalternes. Du coup, pour donner une allure officielle à leur entreprise de racket, ils ont trouvé la bonne idée de créer une ONG parrainée par un officier supérieur de la gendarmerie qui va prêter "ses services" aux bouviers. Autant dire que la raison sociale de cette ONG c'est le racket officiel au vu et au su du gouvernement!

Donc, avec une somme de 125.000F par camion de boeufs, cette ONG fait alors escorter les convois par des gendarmes. Evidemment, cette

pratique n'est pas du goût des gendarmes subalternes qui sont sur le terrain et non plus des autres corps habillés qui rackettent eux aussi dans les barrages. Mais, là encore, les chefs gangsters qui se cachent derrière cette ONG ayant prévu ce genre de petite tracasserie sur les routes, ont pris la précaution de remettre aux gendarmes d'escorte un pécule qu'ils distribuent à leur passage, en donnant 5.000 Fr ici, 10.000 Fr là, suivant le degré de colère et des marchandages à chaque barrage. C'est ça le pays du racket!

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CONTRE L'INTERVENTION IMPÉRIALISTE EN IRAK

Le déploiement militaire américain et britannique autour de l'Irak, sur terre et sur mer est tellement important qu'on peut en déduire qu'ils sont en train de préparer un massacre.

Le précédent bombardement contre l'Irak lors de l'opération "Tempête du désert" il y a onze ans avait causé des milliers de morts ainsi que des dégâts matériels importants. L'embargo imposé dans la foulée à ce pays a fait que la population pauvre se trouve dans une situation humanitaire catastrophique. Des milliers de gosses en bas âge continuent de succomber dans des hôpitaux transformés en mouroirs faute de disposer des médicaments parmi les plus élémentaires. Même les produits alimentaires de base comme le lait font cruellement défaut dans le pays. Les grandes puissances avaient agi de la sorte soi-disant pour punir le dictateur Saddam Hussein qui leur tenait tête. Celui-ci a toujours exercé une dictature infâme contre la population irakienne. Tant que son régime acceptait de collaborer avec les grandes puissances, il était présenté comme un "progressiste". L'Irak a été l'allié des USA et des grandes puissances durant de longues années. Ce pays a été armé

pour mener une sale guerre contre l'Iran voisin coupable d'avoir renversé le shah et instauré un régime considéré comme hostile par les USA. Un million de personnes ont péri dans les deux camps au cours de cette guerre fratricide. La misère et la désolation s'en sont suivies, mais les marchands de canons occidentaux ont réalisé des bénéfices faramineux.

Ce n'est que plus tard que Saddam Hussein fut considéré comme un ennemi par ses anciens maîtres. Les USA et leurs alliés le présentent comme un dangereux dictateur qui cacherait des armes de destructions massives et qui de surcroît entretiendrait des liens avec le terroriste Ben Laden. En réalité ce ne sont là que des mensonges destinés à préparer l'opinion publique mondiale et américaine.

Les nombreuses manifestations de ces derniers temps contre la guerre ont fait la démonstration que cette opinion publique n'est pas d'accord avec les intentions criminelles des va-t-en-guerre au premier rang desquels figurent les USA. D'autres mobilisations encore plus importantes sont à souhaiter pour que la sale guerre annoncée ne puisse pas avoir lieu.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.